

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 08/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SAS KALIAKLOUDAS ET FILS

Les Vernays

73540 LA BATHIE

Références : 20220310-RAP-Kaliakoudas-LaBathie-InspectionFF

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement SAS KALIAKLOUDAS ET FILS implanté Les Vernays 73540 LA BATHIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle s'inscrit dans le cadre de la thématique "produits chimiques" et a porté sur les fluides frigorigènes récupérés lors des opérations de dépollution de VHU.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KALIAKLOUDAS ET FILS
- Les Vernays 73540 LA BATHIE
- Code AIOT dans GUN : 0006104342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société KALIAKLOUDAS et FILS, représentée par son président M. Georges KALIAKLOUDAS, exploite régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/1993, complété notamment par un APC du 13/04/2012, un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux, ainsi qu'un centre VHU, au sein de son établissement situé en zone artisanale des Vernays sur la commune de La Bathie.

Le site, qui occupe une surface d'environ 5000 m², emploie neuf personnes. L'activité principale de l'établissement est orientée sur le VHU. L'activité secondaire est le démantèlement de remontées mécaniques ou de sites industriels. Seule une petite partie des déchets issus de ces déconstructions transite sur le site. L'exploitant possède également un livre de police pour l'achat de ferrailles aux

particuliers et petits artisans du secteur.

Depuis la parution du décret N° 2012-1304 du 26/11/2012, et comme acté par arrêté préfectoral complémentaire du 22/12/2013, l'activité de centre VHU de M. KALIAKOUDAS relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'enregistrement, compte tenu de sa surface de 1600 m². Elle est à ce titre réglementée par l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux centres VHU relevant du régime de l'enregistrement. Elle fait enfin l'objet d'un agrément délivré par arrêté préfectoral du 19/06/2018. Conformément à l'arrêté ministériel du 14/04/2020, cet agrément est désormais sans limite de validité (6 ans fixés initialement).

Depuis la parution du décret N° 2018-458 du 06/06/2018, l'installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux relève quant à elle de la rubrique 2713-1 sous le régime de l'enregistrement également, compte tenu de la surface exploitée supérieure à 1000m² (1500 m²). Le référentiel réglementaire afférent est l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Ce point n'a pas encore été acté par arrêté préfectoral.

Le tri transit regroupement de déchets dangereux continue de relever de la rubrique 2718-1 sous le régime de l'autorisation.

La presse à ferraille et la machine à dénuder relèvent, elles, de la rubrique 2791-2 sous le régime de la déclaration (quantité traitée : 8 t/j).

La présente visite visait à vérifier des prescriptions relatives aux fluides frigorigènes contenus dans les VHU à dépolluer.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Attestation de capacité fluides frigorigènes
- Attestation d'aptitude
- Contenu de l'attestation d'aptitude

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Attestation de capacité fluides frigorigènes	Code de l'environnement, article R 543-99	Sans objet
Attestation d'aptitude fluides frigorigènes	Code de l'environnement, article R. 543-106	Sans objet
Contenu attestation aptitude fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 13/10/08, articles 1 et 2 relatifs à la délivrance des attestations d'aptitudes prévues à l'article R. 543-106 du code de l'environnement	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement KALIAKOUHAS exerce l'activité de récupération des fluides frigorigènes en conformité avec la réglementation applicable.

Toutefois il est conseillé qu'un deuxième opérateur sur site dispose de l'attestation d'aptitude relative à la catégorie V (relative à la maintenance des véhicules climatisés).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle n°1 : Attestation de capacité fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R 543-99
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation de capacité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R.543-112.</p> <p>Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que</p>

les types d'activités qu'il peut exercer.
Constats : L'établissement KALIAKOUDAS dispose d'une attestation de capacité, qu'il a obtenue le 29/06/20 pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 28/06/25. Cette attestation de capacité fluides frigorigènes (catégorie V) est requise pour la manipulation des fluides frigorigènes susceptibles d'être présents dans les systèmes de climatisation des véhicules hors d'usage lors de leur dépollution, conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30/06/08 susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n°2 : Attestation d'aptitude fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 543-106
Thème(s) : Produits chimiques, Attestation d'aptitude
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude, délivré dans un Etat membre de l'Union Européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés.
Constats : Monsieur Jessy REIGNIER, employé de la société KALIAKOUDAS, est le seul opérateur à pouvoir réaliser sur site le retrait des fluides frigorigènes des véhicules hors d'usage. Ce dernier a présenté son attestation d'aptitude nominative, qui lui a été délivrée le 10/04/12 à vie par un organisme évaluateur GNFA. L'exploitant n'a pas présenté d'autre attestation d'aptitude.
Observations : Il est conseillé qu'il y ait un deuxième salarié du site qui détienne une attestation d'aptitude de catégorie V, notamment en cas d'empêchement de Monsieur Jessy REIGNIER à réaliser le retrait de fluides frigorigènes de VHU. L'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois les éventuelles autres attestations d'aptitudes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle n° 3 : Contenu attestation aptitude fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/10/08, articles 1 et 2 relatif à la délivrance des attestations d'aptitude prévues à l'article R. 543-106 du code de l'environnement
Thème(s) : Produits chimiques, fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Article 1er de l'arrêté du 13/10/08 : L'attestation d'aptitude prévue au deuxième alinéa de l'article R. 543-106 du code de l'environnement est délivrée par un organisme évaluateur certifié, à toute personne physique qui a réussi l'évaluation d'aptitude organisée selon les modalités décrites à l'annexe I du présent arrêté. Elle n'a pas de limite de validité. L'attestation d'aptitude et les compétences évaluées correspondent à une ou plusieurs catégories, telles que définies à l'annexe I de l'arrêté du 30/06/08 susvisé. Article 2 de l'arrêté du 13/10/08 : L'attestation d'aptitude est numérotée, datée et signée par le responsable de l'organisme évaluateur. Elle comporte notamment les éléments suivants : a) Le nom de l'organisme évaluateur et le nom du titulaire ; b) Le numéro de l'attestation d'aptitude ; c) La catégorie d'activités couvertes par l'attestation d'aptitude, telles que définies à l'annexe I de

l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé. Pour la catégorie V, l'attestation indique si l'étendue des compétences et des connaissances évaluées a été restreinte à celles demandées lors de l'évaluation des démolisseurs de véhicules.
Constats : L'attestation d'aptitude de M. Jessy REGNIER comporte les renseignements demandés suivants : a) Le nom de l'organisme évaluateur et le nom du titulaire ; b) Le numéro de l'attestation d'aptitude ; c) La catégorie V couverte par celle-ci qui indique que l'exploitant a passé avec succès les épreuves exigées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet